

Crise du logement : Karine Traval-Michelet s'adresse au Ministre Patrice Vergriete



Dans le cadre du Congrès des Maires de France 2023, **Karine Traval-Michelet, Maire de Colomiers et 2e Vice-Présidente de Toulouse Métropole en charge de l'Habitat et du Logement**, était invitée à la table-ronde "Logement : les maires en première ligne face à la crise", à l'invitation de l'Association des Maires de France", en présence du Ministre délégué au Logement, Patrice Vergriete.

Aux côtés notamment de Thierry Repentin, Maire de Chambéry, Président du Grand Chambéry et Président de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) et d'Isabelle Le Callennec, Maire de Vitré et Présidente de Vitré Communauté, **Karine Traval-Michelet a insisté devant le Ministre Patrice Vergriete sur le manque de moyens des communes et des agglomérations pour faire face à la crise du logement**, au-delà des annonces du gouvernement sur une possible régulation.

Au cours des échanges, **Karine Traval-Michelet a valorisé le Plan logement de Toulouse Métropole et les efforts portés par l'établissement de coopération intercommunale pour redonner du souffle aux bailleurs sociaux et à travers eux, à tous les acteurs de la construction.**

"Nous avons besoin de politiques court-termistes dynamiques"

"Les maires doivent faire face à des injonctions contradictoires. Lorsqu'on accueille des habitants, nous les maires, souhaitons bien les accueillir en construisant des crèches, des écoles, des équipements sportifs, culturels, pour cela il faut des ressources, or le gouvernement a coupé celle de la taxe d'habitation. Cela entrave pour de nombreux maires leur envie d'accueillir, même

*s'ils ont conscience du besoin. En même temps, arrive l'application de la loi Climat et Résilience, et il faut se 'distribuer' les Enaf (espaces naturels, agricoles et forestiers) ce qui a aussi bloqué la capacité de produire. Il faut produire, accueillir, mais il faut alors des ressources et une lisibilité sur les documents d'urbanisme", a-t-elle notamment déclaré, avant d'ajouter : **"Derrière la vision de long terme, nous avons donc besoin de politiques court-termistes dynamiques. Il faut bien que quelqu'un paye pour ce modèle plus onéreux."***

De la baisse de l'APL, à la suppression de la taxe d'habitation, à l'augmentation du coût de la construction ou de la rénovation, à la difficulté pour accéder aux crédits auxquels s'ajoute la nouvelle législation sur les ZAN, les signaux faibles donnés depuis quelques années par le gouvernement engendrent un contexte néfaste dans le secteur du logement.

Des demandes concrètes

Les maires présents ont demandé avec force un retour de haut niveau de l'aide à la pierre par l'État permettant de construire à des prix abordables et de proposer des loyers sociaux raisonnables. Les secteurs du logement privé comme public sont touchés par cette crise, faisant redouter par les acteurs du logement une véritable embolie du secteur, quand certains parlent de "bombe sociale".

La question des inégalités territoriales a aussi été évoquée, de l'attractivité des métropoles aux difficultés des zones très rurales et du littoral. Sur le plan législatif, **les maires aspirent à une réglementation qui écourte les délais de traitement des recours sur les permis** déposés afin de ne pas briser la dynamique éventuelle de la construction.

Les Maires, dont Karine Traval-Michelet, ont fait entendre leurs voix en réclamant l'élargissement du prêt à taux zéro sous condition de ressources mais dans tous les territoires, en proposant un plan de soutien aux entreprises du bâtiment, en demandant à disposer d'outils pour plafonner le prix du foncier dans les zones tendues, en sollicitant un soutien du gouvernement aux communes pour l'accueil de nouveaux habitants dans le cadre de la "démétropolisation" attendue.

[Cliquez ici pour accéder au replay de la table-ronde](#)

Votre contact

Dimitri Foltran

Direction de la communication

05 61 15 24 42

dimitri.foltran@mairie-colomiers.fr